

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1209

[S - C - 97/31228]

27 JUIN 1996. — Arrêté d'application du Collège de la Commission communautaire française relatif à la fixation des conditions et des modalités d'agrément et de subventionnement des organismes exerçant des activités de formation professionnelle dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle

Le Collège,

Vu les articles 128, 138 et 163 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu le décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et de subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 avril 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget;

Considérant la nécessité de réglementer les conditions et les modalités d'agrément et d'octroi de subventions en matière d'insertion socio-professionnelle conformément aux dispositions prévues par le décret du 27 avril 1995 de l'Assemblée de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion-professionnelle;

Considérant la nécessité urgente pour le Collège de stabiliser pour une durée de 3 années, dès le premier semestre 1996, le fonctionnement des asbl d'insertion socio-professionnelle, notamment en regard des contraintes liées au programme opérationnel 1994-1999 de l'objectif 3 du Fonds social européen;

Sur proposition du Ministre du Collège, chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— le décret : le décret du 27 avril 1995 relatifs à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et de subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle;

— la Commission consultative Emploi-Formation-Enseignement : la Commission créée au sein de l'Institut en vertu de l'article 28 du décret du 17 mars 1995 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, chargée de remettre des avis dans les domaines de l'emploi, de la formation et de l'enseignement;

— l'Institut : l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

— le Ministre : le membre du Collège ayant la reconversion et le recyclage professionnels dans ses attributions.

Art. 3. Le présent arrêté fixe les conditions et les modalités suivant lesquelles le Collège peut agréer pour une période de 3 ans et subventionner les organismes socio-professionnelles visés à l'article 3, § 1^{er}, du décret.

CHAPITRE II. — Conditions et modalités d'agrément

Section 1. — Conditions d'agrément

Art. 4. Pour être agréés et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 6 du décret et des conditions particulières relatives à la qualification du personnel pédagogique liées au partenariat avec l'Institut, les organismes doivent :

1. avoir organisé des opérations de formation professionnelle qualifiante, de formation professionnelle qualifiante en alternance emploi/formation, de formation de base préqualifiante ou d'alphabétisation qui totalisent par an au moins 9.600 heures de formation prestées pour l'ensemble de leurs participants;

ou avoir organisé des opérations de concertation des opérateurs locaux de formation, de coordination des filières de formation ou d'initiation et de détermination professionnelle du public local;

ou avoir organisé des opérations de formation par le travail depuis un an au moins pour un nombre minimum de 12 personnes;

2. disposer d'un personnel pédagogique qualifié qui, au minimum :

soit est titulaire d'un diplôme d'un niveau minimum d'enseignement supérieur de type court ou équivalent;

soit justifie d'une expérience professionnelle utile dans la discipline concernée par l'insertion socio-professionnelle et la formation professionnelle d'une durée minimum de six ans si le formateur est en possession d'un diplôme d'un niveau d'enseignement secondaire inférieur ou équivalent, ou de trois ans si le formateur est en possession d'un diplôme d'un niveau minimum d'enseignement secondaire supérieur ou équivalent.

Section 2. — Procédure d'agrément, de renouvellement, de modification, ou de retrait d'agrément

Art. 5. Toute demande d'agrément est introduite auprès des services du Collège dans la forme prescrite par le Ministre accompagnée d'un rapport d'activité, tel que visé à l'article 7 du décret, dans lequel figure :

- un bilan et un compte de recettes et dépenses relatifs à l'exercice de l'année précédente;
- un budget prévisionnel pour les activités concernées de l'année en cours;
- un relevé du personnel occupé par l'organisme spécifiant les traitements et les qualifications.

Toute demande de renouvellement d'agrément doit être introduite au plus tôt 12 mois et au plus tard 6 mois avant le terme de l'agrément, selon les mêmes modalités.

Art. 6. § 1^{er}. Les Services du Collège instruisent la demande et formulent au Ministre une proposition d'agrément pour un ou plusieurs labels visés à l'article 9 du décret.

Le Ministre sollicite successivement l'avis de la Commission consultative Emploi-Formation-Enseignement et du Comité de gestion de l'Institut.

A défaut d'avis motivé rendu dans un délai d'un mois à dater de la demande d'avis, la proposition est réputée avoir reçu un avis favorable.

Aucune demande d'avis ne pourra être introduite pendant les mois de juillet et d'août.

§ 2. Le Collège statue sur la demande d'agrément et spécifie le ou les labels attribués à l'organisme. La décision est motivée. Elle est notifiée à l'organisme par envoi recommandé.

§ 3. L'organisme intéressé dispose d'un mois à dater de la notification pour introduire une réclamation par envoi recommandé auprès du Ministre, Membre du Collège, chargé de la Reconversion et du recyclage professionnels dont une copie doit être transmise aux Services du Collège.

Art. 7. § 1. Lorsque les conditions qui ont justifié la décision d'agrément, l'attribution d'un label et l'octroi de la subvention sont modifiées, les Services du Collège peuvent proposer au Ministre de modifier ou de retirer l'agrément. La procédure visée à l'article 6 du présent arrêté est applicable.

§ 2. La décision du Collège de modifier ou de retirer l'agrément sort ses effets au plus tôt 6 mois à dater de la notification de la décision.

CHAPITRE III. — Subventionnement

Art. 8. § 1^{er}. Le Collège détermine annuellement le montant maximum qui est accordé aux organismes agréés appartenant aux catégories d'organismes suivants :

— les opérateurs de formation de catégorie A, soit les opérateurs de formation professionnelle, de formation en alternance, de formation de base, d'alphabétisation qui, conformément aux dispositions de décret, mènent depuis un an au moins des actions d'insertion socio-professionnelle en partenariat avec l'Institut, dont l'évaluation est jugée favorable et qui totalisent une moyenne annuelle entre 9 600 heures minimum et 24 000 heures maximum prestées pour l'ensemble de leurs participants;

— les opérateurs de formation de catégorie B, soit les opérateurs de formation professionnelle, de formation en alternance, de formation de base, d'alphabétisation qui, conformément aux dispositions du décret, mènent depuis trois ans au moins des actions d'insertion socio-professionnelle en partenariat avec l'Institut, dont l'évaluation est jugée favorable et qui totalisent sur les trois dernières années, une moyenne annuelle comprise entre 24 000 heures minimum et 48 000 heures maximum de formation prestées pour l'ensemble de leurs participants :

— les opérateurs de formation de catégorie C, soit les opérateurs qui répondent aux mêmes conditions prescrites pour les catégories A et B mais qui totalisent sur les trois dernières années une moyenne annuelle de 48 000 heures de formation ou plus prestées pour l'ensemble de leurs participants;

— les ateliers de formation par le travail qui, conformément aux dispositions du décret ont organisé depuis un an au moins des opérations de formation par le travail pour un nombre minimum de 12 bénéficiaires et dont l'évaluation est jugée favorable;

— les missions locales qui organisent dans le cadre de conventions de partenariat avec l'Institut des opérations de concertation des opérateurs locaux de formation, de coordination des filières de formation ou d'initiation et de détermination professionnelles du public local et dont l'évaluation est jugée favorable.

§ 2. Le montant de subside octroyé à chaque organisme est déterminé annuellement sur base :

- du (des) label(s) attribué(s);
- de l'importance des opérations, visées à l'article 5 du décret, développés en partenariat avec l'Institut;
- de l'évaluation favorable des opérations organisées en partenariat avec l'Institut.

Art. 9. Le contrôle administratif, pédagogique et budgétaire visé à l'article 6, 5°, du décret est assuré en concertation et chacun pour ce qui les concerne, par les Services du Collège et les Services de l'Institut.

CHAPITRE IV. — Disposition provisoire

Art. 10. Durant la première année de mise en application du présent arrêté, le Collège peut déroger aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté et accorder une subvention et un label provisoire valorisant des opérations visées à l'article 5 du décret qui n'ont pas été mises en œuvre en partenariat avec l'Institut.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

Art. 12. Le Membre du Collège, compétent pour la matière visée par le présent arrêté est chargé de l'exécution de celui-ci.

Bruxelles, le 27 juin 1996.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels

H. HASQUIN,

Président du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1209

[S - C - 97/31228]

27 JUNI 1996. — Toepassingsbesluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden en de regelen voor de erkenning en de subsidiëring van de organismen die in het raam van de gecoördineerde voorzieningen voor de socio-professionele inschakeling beroepsopleidingsactiviteiten uitoefenen

Het College,

Gelet op de artikelen 128, 138 en 163 van de Grondwet gecoördineerd door de wet van 17 februari 1994;

Gelet op het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 april 1996;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting;

Overwegende de noodzaak om de voorwaarden en de regelen voor de erkenning en de toekenning van de toelagen op het vlak van de socio-professionele integratie te reglementeren overeenkomstig de bepalingen voorzien in het decreet van 27 april 1995 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

Overwegende de dringende noodzaak voor het College om vanaf het eerste semester van 1996 de werking van de vzw's voor de socio-professionele integratie gedurende een periode van 3 jaar te stabiliseren, meer bepaald wat betreft de beperkingen van het operationeel programma 1994-1999 van doelstelling 3 van het Europees Sociaal Fonds;

Op voorstel van de Minister van College belast met de Beroepsomscholing en -bijscholing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling***Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.**Art. 2.** In dit besluit dient men te verstaan onder :

— het decreet : het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

— de Adviescommissie Tewerkstelling-Opleiding-Onderwijs : de Commissie die opgericht is krachtens artikel 28 van het decreet van 17 maart 1995 tot oprichting van het Brussels Franstalig Fonds voor Beroepsopleiding en die belast is met het verstrekken van advies op het vlak van tewerkstelling, opleiding en onderwijs;

— het Instituut : het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding;

— de Minister : het lid van het College bevoegd voor de Beroepsomscholing en -bijscholing.

Art. 3. Dit besluit bepaalt de voorwaarden en de regelen volgens dewelke het College de socio-professionele organismen bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet voor een periode van drie jaar kan erkennen en subsidiëren.HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden en regelen voor de erkenning**Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden***Art. 4.** Om te worden erkend en onverminderd de bepalingen voorzien in artikel 6 van het decreet en de bijzondere voorwaarden betreffende de bekwaamheid van het pedagogisch personeel die zijn gekoppeld aan het partnerschapsakkoord met het Instituut, moeten de organismen :

1. een kwalificerende beroepsopleiding, een kwalificerende beroepsopleiding door alternerend werken en leren, een kwalificerende vooropleiding of alfabetiseringsopleiding organiseren die in totaal minstens 9 600 lessen omvatten voor alle deelnemers;

ofwel operaties georganiseerd hebben inzake overleg tussen de plaatselijke verstrekkers van opleidingen, inzake coördinatie tussen de opleidingstrajecten of inzake het kennismaken met beroepen en beroepskeuze gericht op de lokale doelgroep;

ofwel sedert minstens één jaar een operatie georganiseerd hebben inzake opleiding door tewerkstelling voor minimum 12 personen;

2. over geschoold pedagogisch personeel beschikken dat minstens :

ofwel houder is van minstens een diploma van hoger onderwijs van het korte type of hieraan gelijkgesteld;

ofwel de nodige beroepservaring heeft in de discipline op het vlak van de socio-professionele inschakeling en op het vlak van beroepsopleiding van minstens zes jaar als de opleider in het bezit is van een diploma van lager secundair onderwijs of hieraan gelijkgesteld of van drie jaar als de opleider in het bezit is van een diploma van minstens het niveau van hoger secundair onderwijs of hieraan gelijkgesteld.

*Afdeling 2. — Procedure voor de erkenning, de vernieuwing, de wijziging of de intrekking van de erkenning***Art. 5.** Iedere erkenningsaanvraag wordt ingediend bij de diensten van het College op de wijze bepaald door de Minister en gaat vergezeld van een activiteitenverslag, zoals bedoeld in artikel 7 van het decreet, dat bestaat uit :

— een balans en een inkomsten- en uitgavenrekening van het vorige boekjaar;

— een verwachte begroting voor de betrokken activiteiten van het lopende jaar;

— een staat van het personeel dat in het organisme tewerkgesteld is met vermelding van de wedden en de beroepsbekwaamheid.

Iedere aanvraag om vernieuwing van de erkenning moet ten vroegste 12 maand en uiterlijk 6 maand voor de beëindiging van de erkenning ingediend worden op dezelfde wijze.

Art. 6. § 1. De Diensten van het College behandelen de aanvraag en doen de Minister een voorstel over de erkenning voor één of meerdere labels zoals bedoeld in artikel 9 van het decreet.

De Minister wint vervolgens het advies in van de Adviescommissie Tewerkstelling-Opleiding-Onderwijs en van het Beheercomité van het Instituut.

Wanneer er binnen een maand na het verzoek om advies geen met redenen omkleed advies is uitgebracht, wordt dit voorstel geacht een gunstig advies meegekregen te hebben.

Geen enkele aanvraag om advies kan worden ingediend tijdens de maanden juli en augustus.

§ 2. Het College beslist over de erkenningsaanvraag en verduidelijkt het of de aan het orgaan toegekende labels. Deze beslissing wordt met redenen omkleed. Zij wordt bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de instelling.

§ 3. De betrokken instelling heeft vanaf de bekendmaking een maand de tijd om een bezwaarschrift bij aangetekend schrijven in te dienen bij de Minister, Lid van het College, bevoegd voor Beroepsomscholing en -bijscholing. Een afschrift hiervan wordt verzonden naar de Diensten van het College.

Art. 7. § 1. De in artikel 6 van dit besluit bedoelde procedure is van toepassing.

§ 2. De beslissing om de erkenning te wijzigen of in te trekken treedt slechts in werking ten vroegste zes maand na de bekendmaking ervan.

HOOFDSTUK III. — *Betoelaging*

Art. 8. § 1. Het College stelt jaarlijks het maximumbedrag vast dat wordt toegekend aan de erkende organismen die behoren tot de volgende categorieën van organismen :

— de opleidingsverstrekkers van categorie A, hetzij de verstrekkers van beroepsopleiding, alternerende opleiding, basisopleiding, alfabetisering, die krachtens de bepalingen van het decreet, sedert minstens één jaar acties voeren op het vlak van de socio-professionele inschakeling in samenwerking met het Instituut. De acties zijn goed bevonden en geven een jaarlijks gemiddelde tussen minimum 9 600 en maximum 24 000 gepresteerde uren voor alle deelnemers;

— de opleidingsverstrekkers van categorie B, hetzij de verstrekkers van beroepsopleiding, alternerende opleiding, basisopleiding, alfabetisering, die krachtens de bepalingen van het decreet, sedert minstens drie jaar acties voeren op het vlak van de socio-professionele inschakeling in samenwerking met het Instituut. De acties zijn goed bevonden en geven voor de jongste drie jaar een jaarlijks gemiddelde dat ligt tussen minimum 24 000 en maximum 48 000 gepresteerde opleidingsuren voor alle deelnemers;

— de opleidingsverstrekkers van categorie C, hetzij de verstrekkers die beantwoorden aan dezelfde voorwaarden die zijn voorgeschreven voor categorieën A en B, maar in totaal voor de jongste drie jaar een jaarlijks gemiddelde geven van 48 000 of meer gepresteerde opleidingsuren voor alle deelnemers;

— de opleidingsateliers door tewerkstelling die, overeenkomstig de bepalingen van het decreet, sedert minstens één jaar opleidingsmodules door tewerkstelling organiseren voor een minimum aantal van 12 begunstigden en die als goed beoordeeld zijn;

— de lokale verenigingen die, in het raam van de partnerschapsovereenkomsten, met het Instituut operaties organiseren inzake het overleg met de plaatselijke verstrekkers van opleidingen, de coördinatie tussen de opleidingstrajekten of het kennismaken met beroepen en beroepskeuze gericht op de lokale doelgroep en die als goed beoordeeld zijn.

§ 2. Het subsidiebedrag dat aan iedere instelling is toegekend, wordt jaarlijks vastgesteld op basis van :

— het (de) toegekend(e) label(s);

— het belang van de operaties, bedoeld in artikel 5 van het decreet en die tot stand zijn gekomen in samenwerking met het Instituut;

— de gunstige beoordeling van de operaties die zijn georganiseerd in samenwerking met het Instituut.

Art. 9. De administratieve, pedagogische en budgettaire controle, bedoeld in artikel 6, 5°, van het decreet wordt uitgevoerd in overleg, en elkeen voor wat hen betreft, door de Diensten van het College en de Diensten van het Instituut.

HOOFDSTUK IV. — *Voorlopige bepaling*

Art. 10. Tijdens het eerste jaar van de toepassing van dit decreet kan het College afwijken van de bepalingen van artikel 4 van het besluit en kan het een toelage en een voorlopig label verlenen als opwaardering van de operaties bedoeld in artikel 5 van het decreet die niet zijn uitgevoerd in samenwerking met het Instituut.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996.

Art. 12. Het Lid van het College dat bevoegd is voor de in dit besluit bedoelde aangelegenheid is belast met de uitvoering ervan.

Brussel, 27 juni 1996.

Namens het College :

H. HASQUIN,

Lid van het College belast met Begroting

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Beroepsomscholing en -bijscholing